

Désindustrialisation



Publié le 13 octobre 2016

Depuis vingt ans la France perd son industrie, sa souveraineté économique et souffre d'un chômage de masse. C'est la conséquence de la logique néo-libérale portée par les traités européens.

Voici les règles de l'économie fixées par les traités en Europe depuis plus de trente ans:

- le libre-échange généralisé
- la monnaie forte
- la financiarisation dérégulée de l'économie

Une conséquence est la destruction de l'activité industrielle. La France a perdu 2,2 millions d'emplois industriels depuis 40 ans - et la part du PIB de ce secteur est passée de 22% (1970) à 11% (2011).

Quelques exemples…

La Compagnie Générale d'Electricité (CGE)

La CGE c'est le transport ferroviaire, l'électricité, les télécommunications, le matériel de défense et l'électronique. Depuis 1980, elle a une gestion capitaliste de droite ou gauche : nationalisation quand ça va mal et privatisation quand ça va bien. En 1998 elle devient Alcatel, Alstom et Cegelec, trois énormes échecs industriels avec :

- une gestion hasardeuse - avec la complicité d'un État incompétent - entrainant par la concurrence des licenciements massifs
- une corruption généralisée.
- la perte de souveraineté de l'État français sur des secteurs clés de l'économie
- la pénétration de capitaux et entreprises anglo-saxonnes.

La Compagnie Générale des Eaux

Créée au XIXème siècle, elle devient en 1996 Vivendi (PDG : JM Messier). Après une gestion aventureuse et des pertes, elle se scinde en Vivendi et Veolia. Mais Veolia (PDG : H Proglio) sombre aussi. Pour la renflouer, l'État « colle » EDF à Véolia et fin 2012, EDF est endettée de 40 Mds d'euros. Bilan à EDF : 30 000 postes supprimés et le prix de l'électricité augmente.

France-télécom (FT)

FT nait en 1988. Privatisée par la droite en 1996. gérée par M Bon — avec l'acquisition d'Orange — FT est en dépôt de bilan (dette de 70 Mds d'euros !) Puis T Breton fait 15 Mds d'euros d' « économie » et en 2005 D Lombard (salaire :1.7 million d'euros) licencie 20 000 employés. Résultat : de 2008 à 2009 trente suicides à FT ! En 2011 la dette de FT était de 33 Mds d'euros, 80% des résultats pour les actionnaires et le nombre de salariés est passé de 240 000 en 1993 à 170 000.

La sidérurgie

Après-guerre la CECA organise la concurrence et provoque un effondrement de la sidérurgie privée (Wendel) et publique. Les dégâts sociaux sont terribles (Lorraine) : entre 1975 et 1987, 80 000 emplois détruits et 100 Mds de Francs engloutis. Ensuite il y a une dernière privatisation (Usinor-Sacilor) et la pénétration du capital par les fonds américains. En 2006 l'indien Mittal (avec Goldman Sachs) lance une OPA contre Arcelor aidée par l'UE. Puis Mittal a fermé les hauts fourneaux de Gandrange, Florange etc… A la différence de l'Allemagne, la France n'a plus de sidérurgie.

Autres dossiers : les chantiers navals de Saint-Nazaire, Péchiney, GDF- Suez, Vinci, Thomson….Depuis trente ans une oligarchie financière, renforcée par le TCE de 2005, a dépossédé notre pays de son industrie.